

Participant.e.s : Laurent Labeyrie, Béatrice Quenault, Philippe Davy, Jean-Pierre Le Bourhis, Anne Roué Le Gall, Vincent Dubreuil, Anne-Marie Tréguier, Nicole Roux, Gérard Gruau, Christophe Cudennec, Valérie Bonnardot, Manuel Plantegenest, Thibaut Lecompte, Marion Lemoine Schonne (visio), Florence Gourlay.

Cellule technique : Charlotte Bourguignat, Jean Dignonnet (visio), Stéphanie Cauvin, François Fouchet

Mot d'accueil d'Isabelle Richard, directrice de l'École des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP)

L'EHESP exerce une double mission : école de formation publique des responsables hospitaliers et établissement de recherche.

Elle est confrontée à des enjeux de formation très forts. Par exemple, la formation des responsables hospitaliers à la décarbonation du secteur de la santé qui émet environ 4% des GES au niveau mondial. Cela représente 4000 personnes à former d'ici 2025 en France ! Parmi les pistes étudiées pour y parvenir : former des formateurs en interne pour être des relais, associer les apprenants, utiliser le format de classe inversée.

Informations diverses

Actualités

- Sortie du rapport de synthèse AR6 du GIEC le 20 mars
- Nouvelle stratégie nationale d'adaptation : souhait du Ministre de ne pas se limiter aux scénarios conformes à l'accord de Paris (considérer jusqu'à +4°)

Ressources humaines

- Stéphanie Cauvin est arrivée sur un poste d'appui en logistique et communication, partagé entre le CRESEB et le HCBC
- François Fouchet est en stage du 1^{er} février au 30 juillet 2023 pour l'organisation du forum
- Jean Dignonnet prend ses fonctions le 13 mars et remplacera Charlotte Bourguignat à compter du 20 mars

Présentation publique du bulletin annuel du HCBC

- 29 mars à l'hôtel Pasteur à Rennes
- Lors d'un événement "climatoscopie" organisé par le Club de la presse de Bretagne

Sollicitations

- Sollicitation de l'APPCB (Assemblée Permanente des Présidents des commissions locales de l'eau de Bretagne) pour quatre formations devant les membres des Commissions Locales de l'Eau (CLE) en juin. Les formations auraient lieu durant les 4 derniers vendredis de juin. Gérard et Laurent ont participé à une réunion de préparation. Gérard interviendrait lors de la session qui aura lieu à Vitré, voire également celle de Lamballe. Laurent interviendrait dans le Morbihan. La session de Morlaix reste à pourvoir.
- Laurent et Gérard informent les autres membres dès qu'ils connaissent la date de la dernière intervention pour mobiliser un.e membre intéressé.e

- Sollicitation du Conseil régional des jeunes (CRJ) : une intervention est programmée prochainement pour présenter le HCBC en plénière et présenter le GT lycées-formation en commission Climat du CRJ
- Intervention de Vincent durant la journée « société » de la SemBreizh le 24 mars
- Intervention d'Anne-Marie pour la relance du PCAET de Morlaix Communauté le 5 avril, forte attente sur le sujet de l'eau
- Intervention de Thibaut à une conférence sur le low-tech le 14 mars à Lorient
- Participation de Nicole aux trophées des festivals en Bretagne en tant que grand témoin le 6 avril.
- Laurent et/ou Vincent interviendront prochainement auprès du SDIS 56

Colloques

- Colloque eau et changement climatique le 9 mars 2023
- Forum agriculture énergie climat de la chambre d'agriculture le 14 mars.
 - Les membres qui participent au forum des Chambres d'agriculture sont invités à faire un retour avec les membres intéressés par le GT agriculture, notamment son référent Christophe Cudennec.

Retour sur l'échange avec Michaël Quernez, Vice-Président mobilités et climat du Conseil régional

- Cf [compte-rendu disponible sur Liamm](#)

Les conférences bretonnes sont des lieux d'échanges mais où il n'y a pas toujours d'action. Quel lien avec l'Etat ?

- Une présentation des différentes conférences et lieux de gouvernance bretons sera à prévoir lors d'une prochaine plénière. La cellule technique du HCBC sollicite le C.régional.

Le HCBC ne devrait-il pas développer davantage les liens avec les départements ? Il importe de commencer par le niveau régional avant de se disperser car il y a déjà beaucoup de thématiques à traiter.

Au sujet de l'agriculture, le Président du Conseil régional s'est positionné récemment dans la presse au sujet de la séquestration carbone. La transmission des résultats de l'étude sur les gaz à effet de serre dans le secteur agricole avait été évoquée par la Région dans les débuts du HCBC, qu'en est-il ?

- La cellule technique se renseigne à ce sujet pour transmettre les éléments ou prévoir un temps d'échange avec la Région

Stratégie Régionale des Transitions Economiques et Sociales (SRTES)

- Le document officiel sera à transmettre à tous les membres dès réception le 14 mars

Un appel à volontaires est lancé pour participer à la rédaction de l'avis du 14 au 23 mars. Laurent est volontaire pour rejoindre le groupe.

Concernant la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) évoquée dans la SRTES, l'avis du HCBC pourra s'appuyer sur le rapport du Sénat d'octobre 2022. Il en ressort notamment que, même pour les grands groupes, les outils de comptabilité des émissions de GES ne sont pas au point.

Bulletin HCBC 2023

Diverses modifications sont apportées à la version finale.

Un prestataire chargé du maquettage du document a été retenu pour cette 1^{ère} édition.

Retours sur l'organisation pratique

Pour l'édition 2024, l'idéal serait de commencer la rédaction du dossier dès que possible, et attendre fin 2023 pour les articles de manière à s'adapter à l'actualité. Une rubrique consacrée au forum annuel sera à ajouter.

Santé et climat

- Intervention d'Anne Roué le Gall
- Intervention d'Alain Le Tertre, responsable de l'antenne bretonne de Santé Publique France. Cf [présentation sur Liamm](#)

Echanges

- Y-a-t-il un chiffre physiologique de la température supportable par l'être humain ?

Il n'y a pas de seuil physiologique absolu.

- Des scénarios sur les gestions de crises à venir type canicule + covid + vieillissement ont-ils été établis ? Sur l'ouverture de davantage de lits par exemple ?

Santé publique France communique sur l'effet attendu d'une vague de chaleur mais les mesures de gestion dépendent des Agences Régionales de Santé (ARS). Un plan santé et changement climatique est en préparation au niveau du ministère de la Santé.

Les éléments pour la prise de décision existent déjà, l'enjeu est de faire prendre ces décisions.

- Le Plan Régional Santé Environnement a-t-il un impact sur le budget santé dans son ensemble ou concerne-t-il uniquement des budgets d'animation très limités ?

Le PRSE doit articuler les différentes échelles d'action, notamment les Contrats Locaux de Santé (CLS) établis à l'échelle des intercommunalités. Celui de Rennes Métropole intègre le changement climatique par exemple. Il faudrait que cela soit systématique car les actions sur le changement climatique doivent être portées localement.

Le PRSE est lié au PNSE mais chaque Région s'en empare comme elle le souhaite. En Bretagne, le processus est porté par la DREAL et l'ARS, avec une élaboration très collaborative et participative.

- Y a-t-il des travaux sur l'éco anxiété ?

Il y a actuellement un manque de recherche sur le sujet. Un projet d'étude en Bretagne en 2024 est en cours. Ce que l'on sait déjà c'est que le taux de suicide augmente durant les canicules en raison de l'isolement de personnes fragiles.

- Lier les projections de surmortalité avec les modèles climatiques rendrait très visibles et concrets les enjeux pour les décideurs publics. Ces modèles existent-ils ?

Il est complexe d'appliquer des modèles sur des vagues de chaleur encore jamais vécues. Il y a une fragilité méthodologique pour les développer. Par ailleurs, cela pose la question du type de mortalité. Par exemple, en Bretagne, le 1^{er} confinement lié au COVID a permis un « Gain sanitaire » avec une baisse de 6% de la mortalité et ce sont les jeunes qui ont été préservés. La mortalité pour les personnes âgées est restée à peu près la même, car la Bretagne était encore relativement épargnée par le COVID au printemps 2020.

- Existe-il un biais négatif des effets du changement climatique sur la santé ?

Il y a davantage de mortalité en hiver qu'en été.

- Le système de santé est-il prêt ?

Les systèmes de surveillance actuels sont suffisants pour suivre les impacts du changement climatique, mais pour autant le système de santé n'est pas adapté. Par ailleurs, l'indicateur d'entrée aux urgences n'est pas bon. La surmortalité est connue avec un mois de retard.

D'autres indicateurs ont été testés tels que le recours aux urgences pour certaines pathologies, pour voir si elles étaient prédictives, mais a priori ce n'est pas le cas.

Plutôt que la recherche de nouveaux indicateurs, Santé Publique France plaide pour une généralisation de la certification électronique des décès qui permettrait de centraliser les données, y compris les causes de décès rapidement. Actuellement, seulement 30% des décès font l'objet d'une certification électronique en Bretagne.

Procédure pour membres démissionnaires

Appel à candidatures lancé début mars, en précisant que des profils sont plus particulièrement recherchés dans les domaines suivants :

- Ecologie marine
- Psychologie sociale
- Transports
- Energie

Il est également important de rechercher une plus grande diversité en termes de répartition territoriale.

- Les CV reçus seront transmis à tous les membres

La grille d'analyse des candidatures utilisée lors de l'appel à candidatures de janvier 2022 pourra être adaptée et réutilisée. Accord pour que la décision soit prise par le Bureau avec consultation des groupes trait de côte et sciences sociales.

La nomination officielle des nouveaux membres devra être validée en Commission Permanente du Conseil régional.

Evaluation climat du budget (ECB)

L'avis provisoire a été communiqué aux membres du HCBC. Il dit clairement que le rôle du HCBC ne peut pas être l'amélioration de l'outil conçu par I4CE, mais qu'il peut apporter une assistance ponctuelle à la Région sur le mode d'un conseil scientifique.

L'analyse du budget breton devrait être effectuée sur la trajectoire de réduction de GES bretonne. Mais pour le moment, celle-ci s'effectue sur la trajectoire nationale. De plus, la trajectoire bretonne doit être revue prochainement pour respecter les nouvelles trajectoires européenne et française. L'évaluation climat est actuellement utilisée par les services régionaux pour faire dialoguer les services sur l'enjeu climatique.

Des rendez-vous sont pris par Jean-Pierre et Marion avec les services tourisme, formation et transports du Conseil régional pour évaluer la capacité de transformation des politiques publiques que peut permettre cet outil.

Lors de l'échange avec les services de la Région sur l'évaluation climat du budget, le souhait de l'Etat de généraliser et imposer l'usage de cet outil, en le simplifiant fortement avait été évoqué. Le HCBC pourrait s'engager pour soutenir la méthodologie établie par I4CE et expérimentée par plusieurs collectivités françaises.

- Solliciter le HCC pour faire remonter ce message ?

L'avis intermédiaire sur l'évaluation climat du budget est adopté moyennant quelques modifications (à confirmer par le GT).

Forum climat et territoires du 2 juin

Rappel succinct du programme prévisionnel.

Pour le **temps du midi**, qui sera aussi l'occasion de présenter des posters de travaux de jeunes chercheurs sur le changement climatique :

- Il est important d'ouvrir l'appel au secteur de la formation, pour que les universités qui le souhaitent puissent présenter ce qu'elles font sur le climat
- Les posters pourront être imprimés par l'UBS, avec transmission des documents une semaine avant.
 - Pour la réalisation de posters sur le temps du midi, un appel à candidatures auprès des écoles doctorales doit être lancé.
 - Les membres du HCBC connaissant des doctorant.e.s qui pourraient être motivé.e.s pour co-organiser le temps « posters » du midi sont invité.e.s à transmettre les coordonnées à François Fouchet.
 - Un Conseil scientifique pour effectuer le choix des posters pourrait être organisé en mai, en invitant les animateurs.trices de PCAET motivé.e.s

Pour les **ateliers de l'après-midi**

- François relance la fresque de l'adaptation pour la tester en amont, entre membres du HCBC

Pour **la veille, 1^{er} juin** :

Une après-midi d'échange entre chercheurs de l'UBS et membres du HCBC est proposée. L'idée d'associer des élus du territoire à cet échange n'est pas retenue, car la journée du 2 juin est précisément destinée à ces échanges. A priori, il y aurait un intérêt pour présenter la démarche Labo 1.5.

- Thibaut et Florence vont sonder les directeurs de labos et les ingénieurs de l'UBS. Objectif : comment les collègues voient les enjeux climatiques en Bretagne ?

Edition 2024 du forum

Proposition d'Anne-Marie qu'elle ait lieu le vendredi 7 juin 2024 à Brest, à la suite d'un colloque scientifique national sur le niveau de la mer qui aura lieu du 4 au 6 juin. Le conseil approuve cette proposition.

- Anne-Marie contacte Brest Métropole et l'UBO avant le 2 juin pour avoir leur accord et pouvoir l'annoncer le 2 juin, à la fin de la 1^{ère} édition.

Edition 2025

Le GT lycée souhaiterait faciliter l'organisation de la 3^{ème} édition dans un lycée ou un collège (le collège de Laillé s'est proposé lors d'une réunion).

[Echange sur la constitution d'une communauté scientifique bretonne sur le climat](#)

Un travail d'inventaire est à réaliser, à partir de travaux déjà réalisés par le CSEB (Conseil Scientifique de l'Environnement en Bretagne) en 2012. La constitution d'un annuaire, sous un format « léger », c'est-à-dire par exemple en renvoyant vers les pages perso de chaque chercheur, serait un bon préalable. La démarche est à coupler avec la réalisation du site web du HCBC.

Au-delà d'un annuaire, l'animation d'un réseau est-elle du ressort du HCBC ? Ne s'agit-il pas plutôt de solliciter les expertises nécessaires en fonction des thèmes de travail ? On note qu'une information sur les pratiques des autres GRECs en la matière serait intéressante.

[Projet de Stratégie Régionale des Transitions Economiques et Sociales \(SRTES\)](#)

- Intervention de François-Nicolas Sourdat, adjoint à la directrice générale des services du C.régional. Cf [présentation sur Liamm](#).

Echanges

- Eco conditionnalité des aides : y a-t-il des critères intégrant le changement climatique (atténuation / adaptation) ?

La socio-éco-conditionnalité lancée en juillet 2020 comprend 4 critères environnementaux et 2 sociaux. Elle n'est pas encore suffisamment déployée et pas suffisamment visible. Il y a un problème d'acceptabilité. Il y a un engagement dans la SRTES de passer au crible toutes les aides d'ici 4 ans. Le souhait de la Région est que les acteurs soient dans une logique d'engagement et non punitive, dans l'esprit de la Breizh Cop.

Intégration systématique de module de sensibilisation CC dans toutes les formations.

- Quel lien entre SRTES et PRSE ?

L'intégration du PRSE dans la SRTES ferait courir le risque d'intégrer trop de domaines en même temps. L'exercice de la SRTES constitue déjà un exercice d'équilibre. Par ailleurs, le PRSE est porté par l'Etat.

- Le retour d'expérience sur l'attribution des bourses ARED montre que, lorsque l'environnement ou le climat sont positionnés en transversalité, ils sont moins pris en compte. Beaucoup des bourses attribuées répondent aux cibles fixées mais ne respectent pas l'axe des transitions de la S3.

Une réflexion est en cours pour modifier les critères et intégrer davantage l'axe transversal de la S3.

- Comment la Région se coordonne avec les acteurs nationaux sur les enjeux enseignement supérieur / recherche.

Le C.régional est un acteur minoritaire sur l'ESR. Il y a des contacts permanents avec le recteur mais les relations Etat – Régions ne sont pas satisfaisantes.

- Quelle est la trajectoire carbone pour la Bretagne et en quoi les actions menées dans le cadre de la SRTES ont la capacité d'y répondre ?

La trajectoire chiffrée bretonne est contenue dans le SRADDET mais doit être mise en conformité avec la SNBC 2 et le paquet climat de l'Union Européenne. Un travail de répartition par grande thématique au niveau breton doit être fait. Il n'est pas encore terminé par rapport aux anciens objectifs mais il faut déjà le réadapter pour les nouveaux. Les travaux menés sur l'enjeu agricole sont très sensibles.

- Quel est le souhait de la Région en matière de développement des Energies Renouvelables ?

La souveraineté énergétique est une priorité en termes de filières qui seront appuyés par la Région notamment les énergie marines renouvelables et l'hydrogène.